

Rentrée scolaire dans le Centre-Nord

Chassé-croisé contre l'ignorance

La crise sécuritaire prend également le visage d'une crise scolaire et éducative avec ces milliers d'élèves déplacés internes (EDI), ces enfants privés du savoir, les enseignants en fuite et les écoles fermées. La région du Centre-Nord qui accueille le plus de déplacés internes fait l'objet d'une attention particulière des acteurs de l'éducation. Pour cette rentrée 2023-2024, comme pour les précédentes d'ailleurs leur combat à plusieurs armes contre l'ignorance permet à des gamins d'avoir quelque chance dans la vie.



L'enregistrement de l'émission «A l'école des enfants», à Dimassa B qui accueille en majorité des déplacés internes

■ Hugues Richard Sama

Le dispositif est sommaire. Un micro filaire et un enregistreur suffisent pour mettre en boîte une heure d'émission. « A l'école des enfants », programme diffusé sur la radio nationale et qui donne la parole aux enfants du Burkina est en ce 26 octobre 2023 à l'école Dimassa B de Kaya. Des élèves des classes de CM1 et CM2 se prêtent aux questions de l'animatrice Élise Sanfo. Aujourd'hui le thème porte sur la nécessité pour les garçons et les filles d'aller à l'école. Quand l'animatrice interroge les gamins sur ce qu'ils aimeraient faire plus tard dans la vie, une constante revient : le métier des armes. Il est donc bien loin le temps où c'était plus l'enseignement qui attirait les écoliers. La guerre contre le terrorisme est passée par là, ce sont les militaires que les plus petits prennent désormais pour modèles. Et la raison ? Comme la plupart des écoles de Kaya, la majorité des inscrits à Dimassa B sont des élèves déplacés internes: 615 sur un total de 662, explique la directrice, Adèle

Pafadnam. Certains de ces EDI sont là depuis le début de la crise. Pour faire face à l'afflux sans cesse croissant d'enfants arrivant de Dablo, de Barsalogo et de toutes ces localités meurtries, il a fallu, indique le président de l'Association des parents d'élèves (APE), Joseph Sawadogo, construire sans cesse de nouvelles classes. Toujours pas suffisamment de classes pour faire baisser les effectifs. A part la classe de CM2 les enseignants doivent donner cours dans des salles bondées de plus d'une centaine de bambins. Il y a encore des élèves qui viennent, fait savoir la directrice.

Tous les enfants sauvés de l'ignorance avec qui nous échangeons racontent quasiment la même histoire : les exactions terroristes, la fuite vers Kaya qui a duré parfois des jours, une ou plusieurs années blanches et le bonheur de retrouver l'école, d'apprendre et de se faire des amis.

L'Etat, de nombreux acteurs humanitaires sont aux petits soins pour permettre à ceux qui ont la chance de retourner à l'école de maintenir leur



Un espace temporaire d'apprentissage installé dans un camp

niveau et d'apprendre dans des conditions optimales. A Dimassa B, par exemple on était dans l'attente des camions du PAM, transportant les précieux vivres pour la cantine scolaire. La présence d'une cantine, comme on le sait, est un moyen efficace de maintenir les enfants à l'école.



L'administrateur du programme éducation de l'UNICEF, Sébastien Yaméogo, plaide pour un accroissement des financements dédiés à l'éducation

En plus de la distribution de kits scolaires aux élèves et de kits « school in a box » aux enseignants, l'UNICEF a, elle, entre autres développé au cours des récentes vacances le programme « Back to school ». « Ce concept est né du fait que beaucoup d'enfants avant la crise n'allaient déjà pas à l'école. Il fallait travailler à ramener ces enfants à l'école. La crise a exacerbé la situation, accroissant le nombre d'enfants hors école. Il fallait donc sensibiliser la communauté, les parents, les élèves eux-mêmes à la nécessité d'aller à l'école. L'objectif de l'UNICEF n'est pas seulement de faire revenir les enfants en classe, mais d'assurer leur maintien

et leur apprentissage dans de bonnes conditions. C'est pourquoi nous avons accompagné cette approche de cours de rattrapage pour que pendant les vacances, on puisse récupérer ces enfants qui n'étaient pas allés à l'école par un programme simplifié de 4 mois », explique l'administrateur du programme éducation de l'UNICEF, Sébastien Yaméogo. Et de préciser que cette année, des jeunes et des adolescents vont participer à la sensibilisation à travers le concept « ambassadeurs de rentrée ».

Autres éléments à mettre dans la « liste de fournitures » de l'UNICEF au profit des enfants, l'école de la seconde chance qui allie éducation et apprentissage professionnel; la stratégie d'éducation accélérée à travers la passerelle mise en œuvre à travers des enseignants de l'Etat et qui consiste à donner un enseignement à des enfants hors école à l'effet de les introduire dans le circuit classique et « Save school » qui consiste à former les enseignants sur la prise en charge psychosociale des enfants et comment les mettre à l'abri en cas de danger. Sur ce dernier point, Sébastien Yaméogo reconnaît que le besoin est tel que tous les enseignants n'ont pas été touchés par le programme «La nouvelle stratégie, c'est lorsque nous mettons des espaces temporaires d'apprentissage (salle érigée généralement avec des matériaux non durables ou construite en dur mais semi-finie) qui accueille les EDI et d'autres élèves, c'est de faire en sorte que les enseignants qui y sont affectés reçoivent un package incluant « save school » de sorte à ce qu'ils sachent identifier un enfant en détresse et l'orienter vers les acteurs en charge de leur protection psychosociale », soutient-il.



Une trentaine de gamins, membres d'un club d'écoute, à l'écoute de la radio qui diffuse un programme d'enseignement

Suite page 5

Suite de la page 3



Quelques mois plus tôt, cette classe à l'école Banganssé hébergeait des PDI

Le savoir par les ondes

La fée lumière n'était pas de notre côté en cette soirée. En effet, la diffusion du Programme d'éducation par la radio (PER) annoncé n'a pas eu lieu pour raison de délestage dans la ville de Kaya. Les émissions du PER, nous confie le P-DG de la radio Manegda, Samuel Bamogo, par ailleurs premier responsable de l'association Action communautaire de développement du Centre-Nord(ACD/CN), sont très attendues par les élèves et leurs parents. L'ACD/CN à travers ces différentes radios qui couvrent de nombreuses localités de la région, y compris des zones sous blocus, est l'acteur principal de mise en œuvre du PER. 2 fois par jour (11h et 18h), les élèves privés d'école peuvent suivre un programme préenregistré par le ministère

de l'Education nationale. Un enseignant y fait la leçon et à l'issue de son cours un autre intervient en direct des studios pour donner de plus amples explications. Les élèves ont la possibilité d'appeler pour poser leurs préoccupations ou répondre aux questions. Pour promouvoir le PER sur le terrain, l'ACD dispose de 140 relais et des clubs d'écoute ont été mis en place, permettant de regrouper les enfants afin qu'ils suivent ensemble les émissions diffusées par la radio. Selon Samuel Bamogo, 13 000 enfants ont ainsi déjà bénéficié d'encadrement dans 5 communes. «L'objectif est de maintenir le niveau des enfants avec la fermeture des écoles», précise-t-il ajoutant que le PER a permis d'injecter près de 3000 enfants dans le système classique.

En plus d'écouter les émissions, les clubs d'écoute offrent l'occasion, comme nous

l'avons constaté sur un site de déplacés internes installé au secteur 4 de Kaya, de donner une éducation et des conseils très pratiques, à l'aide notamment de boîtes à images: dormir sous une moustiquaire imprégnée, éviter de prendre des objets tranchants, comment traverser une route, des conseils d'hygiène sont généralement au programme.

Si l'efficacité du PER n'est plus à démontrer comme le soutiennent tous les acteurs de l'éducation, notamment le directeur provincial de l'Education nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des langues nationales du Sanmatenga, Barkibila Sawadogo, le hic est que certaines émissions ne sont pas adaptées au niveau des enfants. Pour

rectifier le tir, le PER devrait bientôt laisser la place à l'enseignement à distance qui sera bientôt mis en œuvre.

Malgré les différentes actions déployées par l'État et ses partenaires les besoins restent immenses alors que les financements deviennent rares. «Je demande aux bailleurs de mettre l'accent sur le Burkina Faso. Il n'y a pas une école qui n'a pas plus de 600 EDI. Nous n'avons plus cette capacité de riposte comme aux premiers moments de la crise. Les bailleurs doivent nous aider à aider les populations en détresse en augmentant les différentes allocations et en étant flexibles dans les allocations», plaide par exemple l'administrateur du programme éducation de l'UNICEF, Sébastien Yaméogo ■

Elèves et PDI à l'étroit dans les salles de classe

Si la rentrée 2023-2024 a bien débuté d'une manière générale dans le Centre-Nord, il n'en demeure pas moins que les acteurs de l'éducation ont eu des sueurs froides. Près de 95 écoles étaient par exemple occupées par des PDI dans la région à l'approche de la rentrée. C'était le cas à l'école Banganssé. Mais des actions concertées, explique le directeur Jacques Bamogo, ont permis aux PDI de libérer les salles. Elles ont pu trouver des tentes dans les environs ou ont été accueillies par les communautés hôtes.

Mais la situation demeure critique, surtout dans le Namentenga où élèves et PDI s'alternent dans les salles de cours. Les PDI les investissant la nuit pour dormir et les libérant le matin pour permettre aux tout-petits d'y recevoir des cours. Parfois l'occupation est tout simplement permanente.

H.R.S.